

12 JANVIER 2016

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Cession du capital d'ENGIE

FO dénonce la cession de 4,6 % par l'État

Flash
Info

Le Gouvernement vient d'annoncer la cession de 4,6 % du capital d'ENGIE, soit 1,26 milliard d'euros (arrêté du 11 janvier 2017 au JO), pour financer pour partie la recapitalisation d'AREVA.

FO Énergie et Mines est évidemment favorable à la recapitalisation d'AREVA dans l'objectif de sauver la filière nucléaire et ses emplois. Cette dernière a été rendue nécessaire pour apurer les choix stratégiques désastreux de son management, validés d'ailleurs par l'État.

Mais FO est opposée aux modalités de financement de cette recapitalisation.

■ FO considère que la recapitalisation d'AREVA puis celle d'EDF – largement liée pour sa part au projet HINKLEY POINT – **ne doivent pas être financées par des cessions d'actifs publics et la vente des bijoux de famille.**

■ FO rappelle que l'énergie – y compris le gaz – constitue un enjeu stratégique pour le pays et que **tout désengagement de l'État dans ce secteur est un contre-sens.** Nous rappelons que la loi de 2006 – qui a permis la privatisation de GDF – prévoit néanmoins que le tiers du capital de GDF devenue ENGIE doit être public. Pour rappel, l'opposition socialiste avait en son temps contesté cette perspective.

Le fait qu'aujourd'hui, grâce à une loi votée en 2014, ce seuil soit décompté en droits de vote et non plus en part du capital est une astuce grossière du Gouvernement. L'objectif, non avoué étant de préparer une privatisation totale. Aujourd'hui, en effet, l'État ne détient plus que 28,7 % du capital d'ENGIE.

■ FO souligne en outre que la vente d'actions d'ENGIE au moment même où celle-ci est au plus bas de son histoire représente **une perte financière pour la Nation.** Ceci rajoute encore à son côté inacceptable.

■ FO continue à revendiquer qu'ENGIE redevienne une entreprise publique et que le Gouvernement renforce son poids dans ENGIE.

Cela est rendu encore plus nécessaire alors qu'ENGIE est en train de suivre une stratégie de désengagement du gaz comme le montre sa volonté de céder son activité d'exploration production. Cette dernière se développait avec succès du temps où GDF était un établissement public. Nous avons d'ailleurs interpellé Mme ROYAL sur ce point en juillet 2016 et nous constatons qu'elle n'a manifestement pas le temps de répondre aux salariés.

Plus que jamais, l'énergie n'a pas besoin d'une politique à court terme, dont le seul objectif est de passer les élections. Elle a besoin au contraire d'un ancrage fort autour des valeurs du Service Public. Elle a aussi besoin d'un ministre à l'écoute des salariés et de leurs représentants, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.